

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Rapport-sur-le-nucleaire-a-charge-pour-FO-la-CGT>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Rapport sur le nucléaire : "à charge" pour FO, la CGT en "prend acte"**

5 juillet 2018

Rapport sur le nucléaire : "à charge" pour FO, la CGT en "prend acte"

Paris - La CGT, première force syndicale dans l'énergie, a "pris acte" jeudi du rapport parlementaire sur les installations nucléaires, la CFE-CGC dénonçant le "mépris (...) ahurissant" des salariés et FO un rapport "à charge" où elle voit une "manœuvre grossière".

©AFP / 05 juillet 2018 17h12

Dans un communiqué, la FNME-CGT souligne qu'elle reste "mobilisée pour contrer d'éventuels plans de découpe" d'EDF dont ce rapport "pourrait être un des éléments du puzzle argumentaire", alors que le débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) est "tout juste terminé".

Tout en "prenant acte" des conclusions de la commission d'enquête parlementaire, qui préconise 33 mesures pour rendre les centrales nucléaires plus sûres, la CGT regrette "un fil conducteur qui amène à fragiliser la troisième filière industrielle française" et ses 220.000 salariés.

Elle rappelle aussi qu'elle "n'a eu de cesse d'exiger" que le secteur nucléaire "dispose de mécanismes de sûreté et de contrôle élevés", avec notamment une maîtrise "en interne" des compétences "indispensables".

"A contrario, les politiques sociales menées par les entreprises (...) conduisent à la démultiplication du *dumping social*", critique le syndicat. Il fait valoir également que les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), supprimés par les ordonnances Macron, ont "permis dans bien des situations d'éviter des drames industriels et humains".

La CFE-CGC (deuxième force syndicale) s'est dit "stupéfaite" par le rapport, jugeant "ahurissant" le "mépris affiché des salariés par la représentation nationale".

"Au-delà de l'enjeu de la sous-traitance", le rapport ne fait "aucune référence aux salariés de la filière nucléaire, pourtant en première ligne sur les questions de sûreté et de sécurité", regrette le syndicat.

Il estime par ailleurs que "c'est avant tout à l'État qu'il revient de créer les conditions pour que la

filière nucléaire française soit en mesure de relever tous ses défis".

FO dénonce de son côté un rapport "à charge", "*fruit de travaux partisans*".

"A la vérité, tout le monde voit bien que la petite minorité d'ex-Verts recyclés en députés LREM a voulu faire de ce rapport une opération médiatique et politicienne au moment où les décisions sur la PPE vont devoir être prises", écrit le syndicat.

"D'autant plus" que cela intervient "au moment où le ministre (de la Transition écologique Nicolas) Hulot, qui milite pour le démantèlement d'EDF, fait monter les enchères quant à son maintien au gouvernement", poursuit le syndicat, qui y voit une "*manœuvre grossière*".

EDF "*doit rester une entreprise intégrée et le nucléaire reste pour nous une énergie d'avenir*", conclut FO.

—

[Voir ce message dans le navigateur](#)

[Voir tous les messages diffusés](#)

Vous recevez ce message car vous êtes abonné.e à une liste de diffusion des [Amis de la Terre Midi-Pyrénées](#)

[Modifier vos abonnements et préférences](#)

